

Augmentation minime de l'aide de la France aux pays pauvres : les candidats à la présidentielle doivent prendre position !

Paris, le mardi 11 avril 2017 – Les chiffres de l'OCDE ont été publiés ce jour : la France a alloué 0,38 % de sa richesse nationale à l'aide publique au développement en 2016, contre 0,37 % en 2015. Coordination SUD salue cette hausse (4,6%) quoique marginale au regard de l'effort attendu pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. La France se classe 12^{ème} des pays de l'OCDE. A moins de 15 jours du premier tour de l'élection présidentielle, Coordination SUD invite les candidats à s'engager.

Coordination SUD salue la légère augmentation de la contribution à l'aide publique au développement (APD) française mais regrette son manque de vision à plus long terme. Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD « *Coincée dans des discussions budgétaires court-termistes, une fois de plus, la France s'obstine à ne pas respecter son engagement de consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement* ».

Le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni ont atteint ou dépassé l'objectif des Nations Unies de dédier 0,7% du RNB à l'APD et l'Allemagne a atteint cet objectif pour la première fois en 2016. « *La France doit prendre la mesure des enjeux mondiaux. C'est l'effort à consentir pour l'atteinte des objectifs mondiaux d'éradication de la pauvreté, de la faim dans le monde et la lutte contre le dérèglement climatique.* », ajoute Philippe Jahshan.

Utilisée de façon efficace et transparente, l'aide publique au développement représente une dépense d'avenir, capable d'améliorer concrètement le quotidien de millions de personnes. Les exemples où elle apporte des résultats ne manquent pas.

« *Le prochain quinquennat doit permettre la concrétisation des promesses. A ce stade, seuls deux candidats se sont engagés en ce sens pour relever le montant de la contribution française à 0,7% d'ici 2022. L'aide publique au développement ne peut rester le parent pauvre de la politique étrangère de la France* »¹, insiste Claire Fehrenbach, administratrice de Coordination SUD et directrice générale d'Oxfam France.

A moins de 15 jours de l'élection présidentielle, les candidats doivent prendre position sur l'avenir de l'aide publique au développement. Les ONG françaises de solidarité internationale, qui représentent des milliers de salariés, bénévoles et plus de 3 millions de donateurs, y seront attentives.

¹ Voir notre analyse des réponses des candidats à notre questionnaire sur les 4 marqueurs d'engagements de notre Manifeste Pour un pacte de solidarité et de développement durable : <http://www.coordinationsud.org/actualite/solidarite-internationale-propositions-candidats-a-lelection-presidentielle/>

Contact presse

Tatiana Segla, segla@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 87 15 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Chajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.